

Les perceptions citoyennes de l'intégration européenne à travers l'expression de *focus groups*

Virginie Van Ingelgom¹

Introduction

On peut considérer que la question de la légitimité de l'intégration européenne s'est véritablement posée à partir de 1992, à la suite du débat ouvert par le résultat négatif du premier référendum danois relatif à la ratification du traité de Maastricht et par le score serré de la réponse positive apportée par les électeurs français qui a suivi². Plus récemment en 2005, suite aux échecs des référendums français et néerlandais relatifs à la ratification du « Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) », la question de la légitimité de l'Union Européenne a été à nouveau portée sur le devant de la scène. Ces résultats négatifs ont en effet été interprétés comme l'indication d'un sentiment d'inquiétude, voire de rejet, d'une grande partie de l'opinion publique européenne à propos de la construction européenne. De manière générale, ces deux décennies sont ainsi marquées, tant du côté des acteurs et des institutions de l'UE que du côté des observateurs et des analystes, par le diagnostic d'un « déficit de légitimité démocratique » de l'UE. A

¹ Ce texte est pour partie extrait de notre thèse de doctorat réalisée sous la direction de Sophie Duchesne et André-Paul Frogner : V. Van Ingelgom, *Intégrer l'indifférence : une approche qualitative et quantitative, de la légitimité de l'intégration européenne*, UCL – Sciences Po, 2010. Les focus groups ont quant eux été réalisés dans le cadre du projet « *Citizens Talking About Europe* », initié par Sophie Duchesne et Florence Haegel mené en collaboration étroite entre Sciences Po Paris, l'Université d'Oxford et l'Université catholique de Louvain. L'équipe de recherche, coordonnée par Sophie Duchesne (CEE, Sciences-Po), se composait de Florence Haegel (CEE, Sciences-Po), Guillaume Garcia (CEE/CDSP, Sciences-Po), Elizabeth Frazer (New College, Oxford University), André-Paul Frogner (ISPOLE, UCL) et de moi-même. Pour plus d'informations sur le projet de recherche CITAE : http://oxpo.politics.ox.ac.uk/projects/discussion_political/index.asp ou S. Duchesne et V. Van Ingelgom, Recherche en cours : « Comment les discussions deviennent politiques, lorsque des Français, des Anglais ou des Belges francophones parlent de l'Europe », *Politique européenne*, Vol. 24, Automne 2008. L'auteure tient à remercier très chaleureusement Claire Dupuy et Julie Pollard pour leur relecture commentée et minutieuse d'une première version de ce texte.

² J.-L. Quermonne, *L'Europe en quête de légitimité*, Presses de sciences Po, Paris, 2001.

l'instar de l'étude de la légitimité dans le cadre de l'État-nation, les études européennes ont appréhendé cette question principalement sous deux angles d'approches, normatif et empirique, en tentant de répondre à cette double interrogation: au vu d'une série de critères normatifs, principalement démocratiques, le système politique européen peut-il être considéré comme légitime ? Et dans quelle mesure les citoyens perçoivent-ils le processus d'intégration comme légitime ?

Si les débats académiques portant sur la légitimité européenne ont atteint aujourd'hui un haut degré de sophistication sur le plan normatif³, on en sait considérablement moins quant à la légitimité empirique du processus d'intégration européenne. Dans son acceptation empirique, la légitimité d'un système politique est perçue comme dépendante de l'adhésion, du soutien, des attentes, des valeurs, dispositions ou attitudes incarnées dans les croyances des citoyens. Au sein des études européennes, l'étude de la légitimité « par le bas » a principalement consisté à analyser l'opinion publique à l'égard de l'intégration européenne, plus particulièrement grâce à un recours quasi exclusif aux données de sondage issues des Eurobaromètres. Les travaux quantitatifs ont permis des avancées essentielles⁴. Cependant, ces analyses ont également montré leurs limites à répondre à certains questionnements relatifs aux rapports des citoyens à l'Union européenne et en particulier à analyser la variable nationale dans toute sa complexité⁵. Dans le cadre d'une réflexion sur la légitimité de ce nouvel ordre politique émergent, nous entendons donc contribuer à l'approfondissement de la compréhension de ces croyances en la légitimité du système européen. Ce texte s'inscrit dans cette tradition de recherche qui aborde la question de l'acceptation de l'ordre politique européen à partir du point de vue des citoyens. Ce texte vise à comprendre les différents types de raisonnements élaborés, pas toujours explicitement, par les citoyens européens dans leur reconnaissance du système politique européen comme

³ Voyez notamment D. Beetham et C. Lord, *Legitimacy and the European Union*, London and New York, Longman, 1998 ; A. Follesdal, « The Legitimacy deficits of the European Union », *Journal of Political Philosophy*, Vol. 14, n°4, pp. 441-468 ; D. Obradovic, « Policy Legitimacy and the European Union », *Journal of Common Market Studies*, Vol. 34, n°2, 1996, pp. 191-221.

⁴ Pour un état des lieux récent voir par exemple B. Cautres et G. Grunberg, « Position sociale, identité nationale et attitudes à l'égard de l'Europe. La construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste ? », in O. Costa et P. Maignette, *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union Européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 11-35.

⁵ Ce constat est notamment à l'origine des travaux portant sur les cadres de perceptions nationaux de l'intégration européenne. On peut notamment citer C. Belot, *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne*, Thèse doctorale de science politique, Grenoble, 2000 ; J. Diez Medrano, *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2003 ; D. Gaxie, N. Hube, M. de Lassalle et J. Rowell, *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2010.

légitime ou illégitime. L'analyse des discours de légitimation dans l'arène publique – dans les médias, les parlements, les journaux académiques ou dans le cas qui nous occupe dans des discussions entre citoyens – offre aux chercheurs un accès à la nature complexe et multidimensionnelle des croyances en la légitimité d'un ordre politique. Les discussions tenues au sein de nos *focus groups* peuvent être utilisées pour esquisser les structures des discours de (dé)légitimation, les arguments qui soutiennent les croyances et les demandes de légitimité des citoyens, les références normatives et les critères d'acceptabilité qu'ils proposent et la manière dont ils conçoivent, dans le sens de *framing*, leurs interprétations et évaluations de cet ordre politique⁶. Plus spécifiquement, il s'agira de porter une attention particulière à la façon dont les évaluations positives et négatives du nouvel ordre européen sont construites : au sein de quels débats trouvent-elles leur origine ? A quels critères se réfèrent-elles pour justifier du caractère positif ou négatif des évaluations de ce nouvel ordre ?

A travers 24 entretiens collectifs réalisés en Belgique (francophone), en France et en Grande-Bretagne⁷, nous tenterons de répondre à ces questions. Recourant à des données qualitatives issues de *focus groups*, nous nous inscrivons dans le *qualitative turn* récemment emprunté par les études européennes⁸. Dans le cadre de nos entretiens, si le sujet de l'Europe a été imposé, les questions restent cependant assez ouvertes pour permettre une certaine latitude dans les discussions engagées⁹. L'effet

⁶ A. Hurrelmann, « Constructing Multilevel Legitimacy in the European Union: A Study of British and German Media Discourse », *Comparative European Politics*, 2008, 6, pp. 190-211.

⁷ Chaque groupe comportait entre 4 et 8 participants. Ces participants (rémunérés) ont été choisis après avoir répondu à un premier questionnaire, de manière à maximiser l'homogénéité sociale du groupe (deux groupes ont été organisés pour chaque catégorie sociodémographique ouvriers / employés / cadres) et son hétérogénéité politique (mesurée non seulement grâce à une échelle politique gauche-droite et des déclarations de vote, mais aussi grâce à une série de questions d'opinions portant notamment sur l'intégration européenne). Deux groupes de militants dans chaque pays sont venus compléter l'échantillon. Pour un exposé détaillé de la composition des groupes, nous renvoyons le lecteur à l'article suivant : G. Garcia et V. Van Ingelgom, « Etudier les rapports ordinaires à l'Europe à partir de *focus groups* : une illustration des problèmes du comparatisme national en méthodologie qualitative », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°1, 2010, pp. 135-167.

⁸ En guise d'illustration de ce *qualitative turn*, on peut notamment renvoyer le lecteur au numéro spécial de la revue *Politique européenne*, coordonné par Sophie Duchesne : « L'identité européenne entre science politique et science fiction » (ed.), *Politique Européenne*, n° 30, printemps 2010.

⁹ La codification de l'ensemble du corpus élaboré dans le cadre de notre thèse de doctorat a permis de quantifier la proportion de discussion se rapportant à l'Europe et d'établir que les thèmes européens ne représentent qu'un cinquième à un quart des discussions enregistrées au sein des entretiens collectifs. V. Van Ingelgom, *op. cit.*, 2010, p. 202. Chaque séance dure trois heures environ. Les questions sont les suivantes :

- Être européen, qu'est-ce que ça veut dire ?
- Comment répartir le pouvoir en Europe ? (Nations, élus, experts, marché)

d'entraînement favorisé par la dynamique de la discussion incite les participants à produire un discours qui se détache plus facilement des problématiques imposées par le chercheur. Quel que soit le niveau ou le pays retenu, il est possible d'observer les éléments à partir desquels nos participants parviennent à évaluer le processus d'intégration européenne. La première étape de notre démarche d'analyse vise donc à repérer quels sont les enjeux européens qui sont évoqués au sein des discussions et en quels termes¹⁰.

1. Les principaux cadres de perception et d'évaluation de l'intégration européenne

Au-delà de la grande variété d'arguments, justifications et explications que les répondants offrent lorsqu'ils discutent de l'intégration européenne, ceux-ci tendent à converger vers un ensemble plus étroit de thèmes communs présentés dans la partie qui suit et qui peuvent être regroupés en quatre grands cadres communs de perceptions : le marché commun, la petite taille des pays, la suppression des frontières et le déficit démocratique. En vue de dialoguer avec Juan Diez Medrano, nous avons au maximum calqué nos catégories de codage sur celles que cet auteur utilise dans *Framing Europe*¹¹. Ce choix vise à mettre en exergue autant que faire se peut les évolutions perceptibles entre nos deux enquêtes espacées d'une décennie, en privilégiant la « sensibilité théorique », envisagée comme l'habileté du chercheur à « voir les données pertinentes », à toute forme de purisme inductif¹². Néanmoins,

(Pause)

- A qui profite l'Europe ?
- Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ?
- Qui par mi les partis politiques est favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? (suit une liste de partis politiques)

¹⁰ Il convient de signaler qu'à l'analyse par codage systématique de nos *focus groups* a précédé un long travail de déchiffrement et d'interprétation de la pluralité des propos tenus par nos participants basées sur des synthèses de nos groupes comprenant un résumé et une analyse interprétative des groupes et de leur dynamique. Ces synthèses ont été réalisées par Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer et Florence Haegel et complétées par nos soins. Pour une présentation des résultats de ces analyses, nous renvoyons le lecteur à l'article suivant : S. Duchesne, F. Haegel, E. Frazer, V. Van Ingelgom, G. Garcia et A.-P. Frogner, « Europe between integration and globalisation. Social differences and national frames in the analysis of focus groups conducted in France, Francophone Belgium and the United Kingdom », *Politique européenne*, Vol. 30, Printemps 2010, pp. 67-106.

¹¹ J. Diez Medrano, *op. cit.*, p. 21.

¹² U. Kelle, « 'Emergence' vs. 'Forcing' of Empirical Data? A Crucial Problem of "Grounded Theory" Reconsidered », *FQS-Forum: Qualitative social Research Sozialforschung*, Vol. 6, N°2, 2005.

nous avons fait évoluer ce codage au fil de nos analyses en vue de rendre compte des différences existantes entre nos deux enquêtes¹³.

1.1. Le marché commun : entre bénéfiques et critiques

Du côté des arguments en faveur de l'intégration européenne, le thème qui était le plus fréquemment mentionné dans l'ouvrage de Juan Diez Medrano concernait les bénéfiques liés à la réalisation du marché commun renvoyant à la croyance que celui-ci allait avoir un impact directement positif sur le bien-être et la croissance économiques. Si ce thème est toujours présent dans nos groupes, il n'est pas le plus évoqué puisqu'il arrive en sixième position en termes d'importance et est le troisième avantage avancé par nos participants pour justifier du processus d'intégration européenne. Sur les 917 occurrences de codes affectées à notre corpus¹⁴, 62 portent sur les bénéfiques du marché commun. Généralement, les commentaires renvoient aux effets bénéfiques de la suppression des barrières pour le commerce par la formation d'un plus grand marché.

Tableau 1 : Thèmes abordés en lien avec le marché commun, par pays¹⁵

Marché commun	Groupes belges				Groupes français				Groupes anglais				Total
	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	
*Bénéfices	3/1	3/3	1/2	4/1	6/1	½	1/2	3/1	2/2	3/5	5/1	5/4	62
Total(+)	4	6	3	5	7	3	3	4	4	8	6	9	
	18				17				27				
*Compétition	4/4	2/4	0/4	1/4	0/4	3/3	2/1	5/3	4/1	2/2	2/0	0/2	57
Délocalisations	4/2	1/1	1/3	3/1	1/1	½	1/1	2/3	0/1	0/2	0/0	1/1	33
Immigration	1/0	2/3	0/1	0/1	0/2	2/0	2/2	0/0	5/2	2/2	2/0	0/1	30
Inflation	2/0	1/2	0/0	0/0	3/1	2/1	1/3	1/1	1/0	0/0	0/0	0/1	20
Total(-)	17	16	9	10	12	14	13	15	14	10	4	6	
	52				54				34				140
Positif/Négatif	0,34				0,31				0,79				0,44

Aussi attendu que soit ce résultat, il convient néanmoins de souligner à quel point l'Union européenne semble avoir réussi à populariser, au moins jusqu'à récemment,

¹³ Nous avons distingué 17 codes dont 9 se retrouvaient déjà dans l'ouvrage de Juan Diez Medrano. Ces derniers sont précédés d'un astérisque dans le tableau 1.

¹⁴ Pour une présentation détaillée de notre codage et de ses résultats, nous renvoyons le lecteur à notre thèse de doctorat : V. Van Ingelgom, *op. cit.*, 2010, pp. 181-244 et en particulier au tableau de synthèse de la page 198.

¹⁵ Légende des tableaux : Dans la mesure où deux groupes ont été réalisés par catégorie pour chaque pays, nous reportons les occurrences des codes par groupe en distinguant entre chaque groupe en particulier. Ainsi le premier chiffre renvoie à la famille 1 tandis que le second renvoie à la famille 2. Les initiales OUV, EMP, CAD et MIL renvoient aux catégories de groupe, respectivement ouvriers, employés, cadres et militants tandis que OXF, BXL et PAR renvoient aux villes soit Oxford, Bruxelles et Paris. Le symbole * signale quant à lui que ce code était déjà présent dans l'ouvrage de Juan Diez Medrano, *Framing Europe*.

l'idée qu'un plus grand marché et la plus importante compétition qui en découle seraient bons sur le plan économique. Cependant, il nous apparaît que la situation dépeinte par les participants à nos groupes est clairement moins positive, que celle décrite par Juan Diez Medrano. L'auteur constatait qu'au sein de ses entretiens régnait une quasi unanimité quant aux bienfaits du libéralisme économique¹⁶. A *contrario*, une part conséquente des discussions portant spécifiquement sur les aspects économiques de l'intégration européenne renvoie au sein de nos entretiens à une critique, parfois assez acerbe, du libre marché et de l'accomplissement du marché commun (marchandises, travail et capital). Sur 202 arguments faisant référence à un aspect du marché commun 62 ont été codés positivement et 140 négativement. Le ratio entre évaluations positives et négatives liées au marché commun est de 0,44 soulignant bien l'importance des critiques faites à son égard. Malgré la foi partagée d'un grand nombre de nos participants dans ses avantages économiques, cette approche optimiste de l'intégration européenne est fortement contrebalancée par une anxiété palpable par rapport à ses effets néfastes issus des différences de salaires et de bénéfices sociaux. Les critiques adressées au marché unique émergent principalement dans un discours de dénonciation de la compétition intra-européenne sur le marché du travail. Cette critique, si elle était déjà présente dans les entretiens allemands réalisés dans le cadre de *Framing Europe*, se retrouve de manière particulièrement marquée au sein de nos trois populations, en ce compris dans le cas anglais même si de manière plus effacée. Elle est souvent mise en lien avec celle plus spécifique des méfaits liés à l'accomplissement du marché en termes d'immigration et de main d'œuvre bon marché. L'inégalité des salaires et de bénéfices sociaux entre les pays européens est également dénoncée comme la source des délocalisations. Les participants à nos groupes ne remettent pas en cause le fait que l'intégration européenne profite aux entreprises, notamment car elles trouvent des avantages économiques à délocaliser en Europe, mais ils dénoncent l'impact de ces délocalisations pour les citoyens. Immanquablement, ceux qui sont montrés du doigt sont principalement les nouveaux pays entrés. Le vocabulaire peut varier entre les groupes, certains utilisant bien entendu l'expression consacrée du « plombier polonais » là où d'autres lui préfèrent une référence plus technique à la directive Bolkenstein. Par ailleurs, l'adoption de la monnaie unique n'est pas en reste puisque si les avantages de l'Euro sont reconnus par nos participants, en particulier en ce qui a trait à la mobilité facilitée par l'absence de change, l'Euro est souvent synonyme d'inflation. Derrière cette dénonciation de l'inflation liée à l'adoption de la monnaie unique, ce qui est perçu négativement, c'est bien la perte du pouvoir d'achat des citoyens.

¹⁶ J. Diez Medrano, *op. cit.*, 2003, p. 26.

1.2. Les États sont trop petits

Directement en lien avec le thème du marché commun, on trouve l'idée qui justifie l'intégration européenne sur la base du fait que dans un monde globalisé, les États européens sont devenus trop petits. Cet argument de géopolitique était déjà particulièrement présent dans l'étude de Juan Diez Medrano puisque la moitié de ses répondants mentionnaient cet aspect. Il est également largement présent au sein de notre enquête puisqu'il s'agit du thème le plus mobilisé par nos participants avec 109 occurrences codées. S'unir serait donc devenu indispensable. En filigrane, on retrouve les thèmes de la puissance et du poids que l'Europe peut et/ou devrait avoir dans le monde tant sur le plan économique qu'en tant que modèle de société. Nos participants partagent donc la perception que les États européens peuvent uniquement contrer la compétition internationale en formant un bloc économique. A cette perception relative à l'interdépendance économique sur la scène internationale correspond également une représentation quant à la globalisation des problèmes qui affectent nos sociétés. Parmi les problèmes les plus souvent cités, on retrouve comme attendu les questions liées à l'environnement, notamment au réchauffement climatique, mais aussi aux catastrophes ou maladies qui dépassent les frontières nationales.

Cependant, si l'argument selon lequel « l'union fait la force » semble trouver un large écho au sein de nos groupes, l'unité sur laquelle devrait reposer la puissance européenne, fût-elle économique, politique ou militaire, apparaît comme fragile aux yeux d'une partie de nos répondants. En effet, souvent lorsque la question de l'unité européenne est avancée, la critique du désaccord entre pays européens est également présente. Les États sont perçus comme trop différents et l'accord par conséquent comme impossible à atteindre. Plus spécifiquement, l'exemple de la guerre en Irak ou en Afghanistan est rappelé pour dénoncer les désaccords existants qui minent l'unité européenne. Dans le même ordre d'idée, on retrouve également l'actualité liée à la crise de la vache folle entre la France et la Grande-Bretagne, la question de la contribution et la répartition du budget européen, notamment en lien avec la politique agricole commune, ou encore la question de la baisse de la TVA en France ou encore l'élargissement. L'unité européenne sur laquelle devrait se fonder sa puissance est continuellement menacée par les désaccords entre les pays européens, désaccords d'autant plus probables à mesure que le nombre d'États augmente et que les différences entre ceux-ci s'agrandissent.

Néanmoins, si la critique est bien présente au sein de la quasi-totalité de nos entretiens, elle reste minoritaire. Sur 149 occurrences codées, 109 renvoient à l'argument positif selon lequel les États seraient devenus trop petits et 40 à l'argument négatif soulignant le désaccord entre les pays européens. Le ratio entre

les arguments positifs et négatifs est inversé par rapport au point précédent et est de 2,72 pour l'ensemble de notre corpus.

Tableau 2 : Thèmes abordés en lien avec le fait que les États sont devenus trop petits, par pays.

	Groupes belges				Groupes français				Groupes anglais				Total
	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	
*Les Etats sont trop petits (+)	3/2	5/1	4/8	4/7	2/5	9/6	2/3	8/7	3/8	4/5	1/4	2/6	
	5	6	12	11	7	15	5	15	11	9	5	8	
	34				42				33				109
Désaccord entre les pays (-)	4/1	0/0	1/2	4/0	4/3	1/0	3/0	1/2	3/2	1/1	3/3	0/1	
	5	0	3	4	7	1	3	3	5	2	6	1	
	12				14				14				40
Positif/Négatif	2,75				3				2,35				2,72

1.3. La suppression des frontières

Le troisième attribut positif largement présent dans la construction cognitive de l'Union européenne de nos participants relève d'une nature non-économique. La suppression des frontières constitue, comme c'était le cas dans *Framing Europe*, un élément essentiel dans la manière dont les gens conçoivent l'intégration européenne. Il s'agit de la possibilité de voyager à travers l'Europe sans obstacles, mobilité facilitée par les passeports, l'utilisation de la monnaie unique et l'absence de contrôles aux frontières. Pour illustrer cette mobilité renforcée, c'est tantôt l'image du touriste qui peut passer les frontières sans formalité et sans devoir changer sa monnaie, tantôt celle de l'étudiant qui, dans le cadre du programme Erasmus, peut plus facilement étudier à l'étranger, qui est utilisée. A terme, pour une partie de nos participants, la suppression des frontières devrait permettre de renforcer la compréhension entre les peuples européens. Certains répondants vont jusqu'à souligner que la suppression des frontières a renforcé, ou pourrait renforcer, leur sentiment d'appartenance à l'Union européenne. Les arguments positifs liés à l'ouverture des frontières intra-européennes devançant largement les critiques faites à l'intégration sur cet aspect. Sur 158 passages codés en lien avec le thème de la suppression des frontières, 108 l'ont été positivement et 50 négativement portant le ratio entre arguments positifs et négatifs à 2,1 pour ce cadre de perception. Sur le plan négatif, les participants soulignent également que cette mobilité ne les concerne que très peu. Pour reprendre les termes d'Adrian Favell, ils se perçoivent comme des *stayers* pour qui la mobilité ne représente pas grand-chose contrairement aux autres,

les *movers*¹⁷. Le cadre commun se heurte ici à l'expérience vécue, ou plus précisément à l'absence d'expérience vécue¹⁸.

Tableau 3 : Thèmes abordés en lien avec la suppression des frontières, par pays.

La suppression des frontières	Groupes belges				Groupes français				Groupes anglais				Total
	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	
*Mobilité facilitée	6/6	4/4	6/4	5/3	5/2	2/1	5/3	4/2	1/2	6/2	5/1	4/3	86
*Compréhension	1/2	1/2	0/0	3/0	2/0	1/4	1/0	2/0	0/3	0/0	0/0	0/0	22
Total (+)	15	11	10	11	9	8	9	8	6	8	6	7	
	47				34				27				108
Immigration	1/0	2/3	0/1	0/1	0/2	2/0	2/2	0/0	5/2	2/2	2/0	0/1	30
Inflation	2/0	1/2	0/0	0/0	3/1	2/1	1/3	1/1	1/0	0/0	0/0	0/1	20
Total (-)	3	8	1	1	6	5	8	2	8	4	2	2	
	13				21				16				50
Positif/Négatif	3,61				1,61				1,68				2,1

1.4. Gouvernance et déficit démocratique

Enfin, ces évaluations sont complétées par une évaluation négative de la plupart des aspects liés à la gouvernance et à la démocratie au niveau européen. Dans l'étude menée par Juan Diez Medrano, près de la moitié des répondants exprimaient une aversion pour le côté administratif et non démocratique des institutions de l'Union européenne. Cette critique reste présente au sein de nos groupes. Avec 104 occurrences enregistrées, elle constitue d'ailleurs la principale critique formulée par nos participants à l'égard de l'intégration européenne.

Aussi l'Union européenne est-elle dépeinte comme opaque, distante, inefficace, inadaptée, paralysée par les égoïsmes nationaux et obsédée par la régulation du moindre petit aspect. Comme on pouvait l'attendre, la distance entre les institutions européennes, comprises largement, et les citoyens est également largement dénoncée. L'incapacité à citer le nom de son élu européen apparaîtra souvent au sein de nos groupes, y compris au sein des groupes de cadres et de militants. Par ailleurs, l'opacité du système politique européen est également dénoncée, les lobbies étant

¹⁷ A. Favell, *Eurostar and Eurocities: Free Movement and Mobility in an Integrating Europe*, London: Blackwell, 2008, p. ix.

¹⁸ Cet aspect de nos discussions pourrait sembler alimenter la thèse de l'émergence de fortes tensions entre les perdants et les gagnants de l'intégration européenne défendue notamment par Neil Fligstein ou l'équipe d'Hans-Pieter Kriesi : N. Fliegstein, *Euroclash, The EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford University Press, 2008 ; H.-P. Kriesi, E. Grande et R. Lachat, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge University Press, 2008. Cependant, les analyses interprétative et systématique de nos données, nous a amené à relativiser l'hypothèse d'une montée de l'Euroscepticisme et à souligner l'indifférence et l'ambivalence davantage que les résistances des participants à nos groupes de discussions. V. Van Ingelgom, *op. cit.*, 2010 ; S. Duchesne et alii, *op. cit.*, 2010. Par ailleurs, ces résultats concordent avec ceux de l'enquête menée par Jonathan White à partir de groupes d'interconnaissance rassemblant des chauffeurs de taxis en Grande-Bretagne, Allemagne et République Tchèque : J. White « Europe in the Political Imagination », *Journal of Common Market Studies*, 49 (4), 2010, pp. 1015-1036.

perçus comme les véritables détenteurs du pouvoir au niveau européen, soumettant la construction européenne à la suprématie de l'économie de marché. Enfin, le degré et la nature de l'insatisfaction liée à la gouvernance européenne s'expriment différemment en fonction du pays. En particulier, les Anglais se distinguent ici par leur dénonciation répétée de la tendance européenne à l'harmonisation et à la standardisation. La sur-régulation est perçue comme une violation de la souveraineté britannique.

Intrinsèquement liés à la question de la gouvernance européenne, on retrouve les commentaires portant sur le déficit démocratique dont souffrirait le processus d'intégration européenne. L'écho que ce débat, d'origine académique et politique, a au sein de nos trois populations est important puisqu'on dénombre 82 occurrences qui s'y rapportent. Pour preuve de cette perception effective, on se doit de souligner que les mots de « déficit démocratique » sont utilisés tels quels au sein de nos entretiens collectifs.

Tableau 4 : Thèmes abordés en lien avec la gouvernance et le déficit démocratique, par pays.

Gouvernance et démocratie	Groupes belges				Groupes français				Groupes anglais				Total
	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	OUV	EMP	CAD	MIL	
*Gouvernance	4/1	2/1	2/9	9/9	9/5	0/1	4/6	10/6	2/3	4/4	5/5	1/2	
	37				41				26				104
*Déficit démocratique	3/3	3/1	3/4	6/7	3/0	1/2	2/7	12/7	3/0	3/3	4/2	3/0	
	30				34				18				82
Total (-)	67				75				44				186

2. La persistance des cadres nationaux de perception et d'évaluation de l'intégration européenne : des façons différentes de voir l'Europe¹⁹

Au-delà de ces cadres de perception communs et à la suite des travaux de Juan Diez Medrano et de Céline Belot notamment²⁰, on sait qu'étant encore l'agent principal de socialisation politique, l'État-nation joue un rôle primordial dans la formation des cadres de perception et d'évaluation. Nous voudrions analyser ces différences nationales, pour elles-mêmes, en tentant de comprendre les modes de compréhension de l'Europe dans différents contextes nationaux. Nous remettons explicitement en cause l'uniformité des attitudes à l'égard de l'Union européenne et nous lui préférons une analyse soulignant la pluralité de perceptions.

Tout d'abord, derrière l'importance globale du cadre de perception et des évaluations liées au marché commun se cachent des différences nationales significatives. En effet, l'analyse systématique de nos groupes a pu démontrer, la propension plus élevée de nos participants anglais à soutenir l'intégration européenne en termes de bénéfices attendus du marché commun. Comme l'illustre le tableau 1, sur 62 commentaires positifs relevés renvoyant à ce cadre de perception, 27 sont issus de groupes anglais. Ces derniers se montrent également les moins critiques à l'égard de l'économie de marché puisqu'ils n'enregistrent que 32 commentaires négatifs liés à l'accomplissement du marché, contre respectivement 52 et 54 pour les groupes belges et français. En particulier, en ce qui concerne le thème des délocalisations, on enregistre seulement 5 occurrences au sein des groupes anglais pour un total de 33 occurrences. Le ratio entre les commentaires positifs et négatifs est ainsi porté à 0,79 parmi les groupes réalisés à Oxford pour un ratio moyen de 0,44 pour l'ensemble des groupes, les groupes de Bruxelles et de Paris enregistrant respectivement un ratio de 0,34 et 0,31. En revanche, les participants anglais ont particulièrement critiqués le processus d'intégration européenne en termes d'immigration, puisque sur 30 occurrences codées, 14 sont issues des groupes menés à Oxford. Plus spécifiquement, cette ouverture des

¹⁹ A noter que la persistance des cadrages nationaux a été par ailleurs analysée par Florence Haegel sur la base d'une analyse interprétative et d'une analyse automatique de discours réalisée avec le logiciel ALCESTE. Nos propres analyses viennent donc confirmer et compléter ses résultats: F. HAEGEL et alii (2008), « National Framing revisited: French, British and French speaking Belgian citizens arguing about Europe », présentation au colloque « European citizenship revisited », Oxford, 23 juin 2008 [http://erg.politics.ox.ac.uk/materials/european_citizenship/european_citizenship.asp]. Son analyse a été reprise pour partie dans l'article de synthèse des résultats: S. Duchesne, F. Haegel, E. Frazer, V. Van Ingelgom, G. Garcia et A.-P. Frogner, *op. cit.*, 2010.

²⁰ C. Belot, *op. cit.*, 2000 ; J. Diez Medrano, *op. cit.*, 2003.

frontières européennes poserait un problème de sécurité en facilitant le trafic de drogues, l'immigration illégale et d'autres formes de crimes. Leurs homologues français et belges, pour leur part, dénoncent davantage les méfaits de la compétition intra-communautaire sur le marché du travail (sur 57 occurrences 23 sont issues des groupes bruxellois, 21 des groupes parisiens et seulement 13 des groupes oxfordiens), des délocalisations (sur 33 passages codés 16 sont belges, 12 français et uniquement 5 anglais) et de l'inflation. Sur ce dernier point, ce sont les participants français qui se sont montrés les plus critiques puisque pour eux seuls on enregistre 13 occurrences sur les 20 citations codées liées à l'augmentation des prix suite à l'adoption de la monnaie unique. Quand les participants français parlent des aspects économiques de l'intégration européenne, ils évoquent des questions relevant de la subsistance quotidienne, du pouvoir d'achat, d'inégalités en marge des problèmes de logement et de travail liés à l'immigration.

Si on se tourne à présent vers les thèmes liés à la suppression des frontières détaillés dans le tableau 2, on voit émerger une caractéristique particulière du corpus belge. Là où les ratios entre évaluations positives et négatives sont respectivement de 1,61 et 1,68 pour les groupes français et anglais, ce ratio est doublé dans le cas des groupes belges (3,61) soulignant par là-même les avantages en termes de mobilité et de compréhension entre les peuples perçus par les participants à nos groupes bruxellois. Les habitants de la Belgique, petit pays au cœur de l'Europe, auraient donc développé un cadre de perception plus positif eu égard à la suppression des frontières que leurs homologues français et anglais. A l'inverse, les intervenants anglais sont ceux qui évoquent globalement le moins souvent la suppression des frontières comme cadre de perception renvoyant ici à la spécificité insulaire de l'Angleterre. Si l'Europe a supprimé les frontières politiques, elle ne pourra jamais faire disparaître la frontière physique que représente la Manche. L'argument lié à la meilleure compréhension des peuples est absent, soulignant l'absence de représentation d'un lien culturel entre les Britanniques et les autres peuples européens. Si le ratio, positif mais relativement faible par rapport à celui de la Belgique, enregistré au sein du corpus anglais n'a pas de quoi surprendre du fait notamment de son insularité, on se doit cependant de questionner le faible ratio des groupes français. Si les aspects négatifs liés à l'ouverture des frontières se retrouvent également dans une moindre mesure dans les groupes belges et anglais, ils caractérisent cependant particulièrement les groupes parisiens, et en particulier les groupes de cadres. Lorsqu'un participant français avance le thème de la mobilité et de l'échange comme principal fondement à une valorisation de l'Europe sur le plan non-économique, il lui est presque systématiquement rétorqué que la mobilité ne profite qu'à une minorité. De même, au sein des groupes parisiens, lorsque l'exemple d'Erasmus est avancé pour illustrer les avantages de la construction européenne en termes de mobilité, l'argument est rapidement et généralement remis en cause. Ces échanges étudiants ne concerneraient que des étudiants financièrement

favorisés. A nouveau, la mobilité est conditionnée par les ressources économiques des citoyens, dont la baisse du pouvoir d'achat ne cesse d'être dénoncée. Quand les participants parisiens parlent de l'Europe, ils l'abordent en lien avec l'échelle de proximité et évoquent d'abord des questions relevant de la subsistance quotidienne et dénoncent particulièrement l'inflation liée à l'adoption de la monnaie unique.

Au-delà de ces différences liées aux cadres communs de perception et d'évaluation de l'intégration européenne, une série d'arguments spécifiques à l'un ou l'autre de nos cas peut être mise en exergue²¹. Tout d'abord, les groupes belges se distinguent dans le sens où ils ont développé un cadrage national qui met en scène le futur et en particulier les bénéfices de l'intégration pour les générations futures lorsqu'il s'agit de justifier du processus en cours. En effet, sur 28 occurrences mettant en avant les avantages de l'intégration européenne pour les générations futures, 17 sont le fait de groupes belges. Sur ce point, les participants à nos groupes bruxellois espèrent que ce seront leurs enfants qui profiteront du système pour lequel eux aujourd'hui, payent. Les participants aux groupes anglais, quant à eux, se montrent par contre plus préoccupés par la question de la souveraineté nationale et la perte de l'identité nationale. En effet, sur 92 occurrences codées 42 sont issues de groupes réalisés à Oxford. Ce résultat corrobore les analyses menées antérieurement par Juan Diez Medrano et Céline Belot notamment²². Ayant également travaillé sur le cas britannique, ces auteurs ont en effet souligné l'importance de ces deux thèmes majeurs en vue d'expliquer les positions des citoyens anglais face à l'intégration européenne. En particulier, il faut souligner l'importance du débat public lié à l'adoption de la monnaie unique. La question de la perte éventuelle de la Livre Sterling est liée à la question de l'identité et de la souveraineté. Dans le cadre de la souveraineté, les participants anglais expriment leur opposition à toute forme d'unification et de gouvernement supranational. Ils déclarent ne pas apprécier recevoir des ordres de l'Europe ou de Bruxelles et soulignent les différences existantes entre la culture britannique et les cultures des autres pays européens, ce qui les amène à considérer l'Europe comme quelque chose d'extérieur à eux, qui finalement ne les regarde que très peu.

²¹ Pour une présentation systématique de ces autres catégories de codage, nous renvoyons le lecteur au tableau synthétique repris à la page 198 de notre thèse de doctorat.

²² C. Belot, *op. cit.*, 2000; J. Diez Medrano, *op. cit.*, 2003.

Conclusion

Les analyses présentées dans le cadre de ce texte et réalisées grâce au codage systématique des propos tenus au sein de *focus groups* avaient pour objectif d'étudier les discours de (dé-) légitimation des citoyens à l'égard de l'intégration européenne. Ce faisant, il s'agissait de rendre compte de la manière dont les citoyens ordinaires perçoivent le processus d'intégration européenne et l'évaluent. Une série de résultats peuvent être soulignés en guise de conclusion.

Comme nous l'avons vu, les arguments économiques jouent un rôle dominant dans les images de l'unification européenne qui est tantôt dépeinte comme un engin économique puissant, supposé capable de faire face à la compétition des autres puissances économiques mondiales dans un monde globalisé ; tantôt comme étant à l'origine des maux que constitueraient l'immigration, l'inflation ou encore la concurrence sur le marché du travail intra-communautaire. Dans le même temps, l'importance des arguments relatifs à *l'input legitimacy* en termes de gouvernance et de démocratie est venue contredire une vision purement fonctionnaliste du processus d'intégration européenne²³.

En particulier, l'ancrage de notre codification dans la lignée du travail de Juan Diez Medrano nous a permis de démontrer la pertinence des cadres de perception et d'évaluation pour comprendre aujourd'hui encore les discours de (dé-) légitimation du processus d'intégration européenne. En effet, le marché commun, la globalisation, la suppression des frontières et la gouvernance constituent toujours les cadres de perception principaux mobilisés par les citoyens des trois pays analysés lorsqu'ils évaluent le processus d'intégration européenne. Cet ancrage nous a également permis de distinguer une série d'évolutions notables. Tout d'abord, il est apparu que les perceptions de nos participants se sont révélées plus négatives à l'égard des bénéfices du marché commun que le tableau brossé une décennie plus tôt par l'auteur de *Framing Europe*. De même, la mobilité facilitée liée à la suppression des frontières et à l'adoption de la monnaie unique n'apparaît plus uniquement de manière positive. Si les arguments positifs restent importants, ils masquent parfois une difficile articulation entre des perceptions positives générales et une expérience directe négative voire le plus souvent inexistante. L'importance de l'expérience souligne la nécessaire prise en compte de l'individu.

Par ailleurs, certains contrastes ont été mis en exergue dans la manière dont les citoyens anglais, belges et français perçoivent et évaluent l'intégration européenne, nous amenant à considérer les cadres nationaux et à souligner les différences

²³ P. Ehin, « Competing Models of EU Legitimacy: the Test of Popular Expectations », *Journal of Common Market Studies*, Vol. 46, N°3, 2008, pp. 619-640.

nationales fortes, portant le plus souvent sur un ou l'autre aspect uniquement de la construction européenne. Ce faisant nous avons été amenées à nous distancier du présupposé implicite des analyses comparatives quantitatives qui reposent sur le postulat d'une uniformité des perceptions de l'intégration européenne et de l'Union européenne. Ces cadres d'interprétation nationaux soulignent quant à eux l'importance de la prise en compte du contexte en vue de saisir les attitudes des citoyens dans toute leur complexité.

Enfin, l'ensemble des résultats présentés dans le cadre de ce chapitre ont démontré que notre dispositif d'enquête a permis effectivement d'étudier les cadres de perception et d'évaluation de l'intégration européenne par les citoyens ordinaires, en ce compris des catégories les plus populaires. En effet, si ces dernières ont témoigné d'une plus grande difficulté à parler d'Europe, les propos tenus par nos participants permettent d'appréhender les différents discours de (dé-)légitimation. La dynamique de discussion créée par le dispositif des *focus groups* a ainsi révélé tout son potentiel pour étudier la légitimité sur le plan empirique en complément aux analyses de sondages existantes. A cet égard et en filigrane des analyses présentées, on voit se profiler le caractère complexe des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne ; l'articulation des différents cadres de perception et d'évaluation soulevant son lot de difficultés propres, véritable invitation à poursuivre d'autres analyses approfondies des perceptions citoyennes de l'intégration européenne.